L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 3 JANVIER 1862

DU 3 JANVIER

Par la Télégraphe.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES A L'ABEILLE.

Edition de Stiell et Mason.

Depuis plusieurs jours, le télégraphe nous annonçait, d'après les journaux de Washington, la reddition de MM. Mason et Slidell, et de leurs secrétaires. Cette nouvelle n'a pas tardé à se confirmer. Un passage suivant d'une correspondance, adressée de Washington, à la date du 29 décembre, au *Morning Star*, de Baltimore :

« Le bruit court, parmi les résidents politiques, que la trouvaille des dépêches apportées à Lord Lyons par l'Europe est très simple. N'a pas voulu, dit-on, donner à la rebelle adresse de MM. Mason et Slidell et de leurs secrétaires. La question sera discutée ensuite. La correspondant du *Londrès*, parlé mardi de New-York, porte à l'amiral Milnes l'ordre de se diriger, avec ses flotte considérable, au port de Boston pour y recevoir les commissaires du Sud. Le bruit a pris compagnie d'arrivée, quoique cinq heures. »

Le *New-York Herald* ajoute qu'il serait inutile, selon de croire que ce rapprochement amènera l'affaire du *Trent*, et que nous les Anglais qui circulaient à ce sujet étaient dénués de fondement. La même correspondance a constaté à régner dans les dépêches officielles, du 24 au 26 décembre. Pendant que les dites dépêches à dire que Lord Lyons avait demandé certaines explications, d'autres affirmaient que MM. Mason et Slidell avaient été remis à quelques-uns à bord en rade de l'Europe.

C'est au milieu de ces incertitudes que nous est parvenue une dépêche, datée de Charleville le 31 décembre, annonçant sur l'autorité du colonel Jordan, aide-de-camp du général Beauregard, que Seward avait remis MM. Mason et Slidell.

Les dépêches, que nous avons reçues, hier, dans la journée, confirment la nouvelle de la résolution prise par le gouvernement fédéral de replacer les passagers du *Trent* sous la protection du pavillon anglais. Le *Baltimore Sun* publie une longue lettre, adressée par Seward à Lord Lyons, à ce sujet, et le *Louisville Journal*, du 30 décembre, dit que la détermination du cabinet a été prise à l'unanimité. Une autre dépêche porte que l'agitation causée en Nouvelle-Orléans par cette résolution commence à s'apaiser.

En ce dénouant à plier devant les exigences de la situation, Seward a prouvé qu'il lui reste encore un peu de sens commun. C'était, en effet, de la part du gouvernement de Washington, une folie et un aveuglement que de vouloir, non seulement s'exposer aux dangers d'une guerre avec l'Angleterre, mais encore trouver moyen de justifier aux yeux de l'Europe la rébellion des Etats-Unis. Mais la pilule est dure à avaler pour le peuple du Nord. Après toutes les démonstrations et les thousiasme causées par l'acte de capitaine Wilkes, les louanges de la presse, la folie enthousiasme du sentiment de la nation et les votes du Congrès, la reconnaissance pure et simple du gouvernement sont demandés de l'Angleterre, constitue une reculade bien humiliante pour l'orgueil yankee.

Déjà, l'on peut voir se former, dans le Congrès des Etats-Unis, une opposition qui se prépare à attaquer le cabinet sur cette question, avec d'autant plus de chances de succès qu'elle aura pour appui les passions populaires mentionnées outre mesure. Seward sera, sans doute, la prudence de faire embarquer les prisonniers du *Trent* avant l'arrivée d'une escadre anglaise devant le port de Boston, afin de ne pas avoir l'air de céder devant l'appareil de la force ; mais, malgré cette précaution, il aura beaucoup de peine à calmer le mécontentement populaire. Il se tiendra très vraisemblablement contre lui et pour opérer une révolution dans l'opinion publique. Pour cet, observateur prétend que le Nord a besoin de la guerre, et qu'il profiterait de l'occasion pour [illegible] la question de la neutralité et la question de l'esclavage. Il est certain que l'Angleterre n'accordera aucune condition de la part de Lincoln, sans obtenant satisfaction à toutes ses demandes, elle se retrouve placée dans la situation où elle s'était auparavant. Elle n'a pas de raison pour ménager la neutralité du Nord, et elle n'est rien moins que dans la position relative du Nord et du Sud qui puisse servir de prétexte à une reconnaissance des Etats Confédérés. Quant au blocus, il peut donner lieu à des observations de la part de l'Angleterre, mais, l'affaire du *Trent* ayant été arrangée à l'amiable, ces observations ne pourront être présentées que par la voie diplomatique, et on sait que par cette voie il n'y a pas à espérer de longues perquisitions.

L'espoir que le Sud avait fondé sur une intervention européenne se trouve donc déjà, pour le moment. Il n'y a plus à compter que sur les éventualités qui pourraient amener une nouvelle union de comté entre les Etats-Unis et l'Europe. L'expédition au Mexique des trois puissances alliées pourra produire un résultat, mais elle ne donnera pas lieu à une [illegible] sérieuse, car le gouvernement fédéral, qui refuse de reconnaître le gouvernement de Washington, ne s'opposera à la querelle du Mexique et ne portera pas les bras une guerre avec la France, l'Angleterre et l'Espagne réunies.

— Le commissaire du Sud au Mexique. — Le *Mexican Extraordinary*, journal publié à Mexico, contient dans son numéro du 27 novembre, un arrêté sur l'arrestation du colonel J. T. Pickett, commissaire du Sud, sous l'accusation d'avoir conclu un emprunt des Etats-Unis. Il constate que peu après son arrivée, le colonel Pickett a présenté ses lettres de créance au ministre des affaires étrangères qui les a reçues et a même répondu au secrétaire d'Etat des Etats Confédérés, et qui, depuis, a eu des relations avec nous envoyé. Il n'y a pas eu cependant de reception officielle, parce que si de nombreux journaux des Etats Désunis du Mexique, notamment l'*Extraordinary*, d'après que le colonel Pickett a été reçu [illegible] d'un ambassadeur et l'on a même [illegible] dispositions locales.

L'EXPÉDITION ESPAGNOLE. — L'expédition espagnole, destinée à opérer contre le Mexique, comprend les navires de guerre suivants : *Princesa de Asturias* 46 canons, *Lealtad* 60, *Concepcion* 37, *Petronella* 32, *Arapiles* 37, *Blanca* 37, steamers à hélice : *Isabel de Cristina* 30 canons, *Francesco de Asis*, 26, *Blasco de Garay* 6, *Pizarro* 6, *Velasco* 4, *Duero* 4, *Guadalquivir* 2, steamers à roues. L'expédition compte en outre des transports à voiles et à vapeur portant 20 bataillons, 4 escadrons et des canons de 4 et de 8 [illegible]. La flotte compte trois frégates, la première est partie de la Havane le 20 novembre, la seconde le 1er décembre et la troisième le 3 pour la côte de Mexique.

— Blocus du Rio Grande. — Nous lisons dans le *Civilian*, de Galveston, du 27 :

Un voyageur, arrivé de Brownsville, nous apprend ce qu'on savait déjà, que la flotte bloquant le port de Brazos Santiago est composée de quatre navires, à savoir : le steamer de guerre anglais *Rinaldo*, le steamer de guerre français *Milan* de la Havane à Matamoras, le steamer de guerre anglais *Kingfisher* Simard, capitaine Bissett, de la Havane à Matamoras, et l'a-vapeur anglais *Spitfire* de la Jamaïque, qui l'a remplacé à l'entrée de la barre. M. Hall, consul de la ville Orléans, et M. Thomas Rogers, du Texas, croyaient que leur présence, en arrivant à bord et non de terre, pourrait [illegible] à [illegible] débarquer ce qui, ensuite, rendrait le [illegible] après s'être assuré qu'ils ne portaient pas de contrebande.

Un steamer fédéral de 1000 tonneaux a quitté le port de Brazos Santiago et l'entrée de la Grande.

— Jefferson Thompson a l'intention de [illegible] dans l'Arkansas, de Memphis, [illegible] de chemin [illegible].

Par un [illegible] arrivé hier soir, on a [illegible] Il a fait [illegible] et [illegible] Il [illegible] [illegible] [illegible]